



Milo Rau / IIPM – International Institute of Political Murder

General Assembly | Generalversammlung | Assemblée générale

Du 3 au 5 novembre 2017, Schaubühne am Lehniner Platz - Berlin, retransmis en direct aux Théâtre Nanterre-Amandiers Paris, Théâtre National Wallonie – Bruxelles, NT Gent, Théâtre Vidy Lausanne, Thalia Theater Hambourg et Festival SPIELART Munich.

Malgré des imbrications politiques et économiques mondiales, il n’y a pas, au niveau global, d’institutions juridiques efficaces ni de structures démocratiques suffisantes qui seraient capables de réguler le marché mondial, de poursuivre en justice les atteintes au droit public international, d’imposer les droits de l’homme ou de guider les développements écologiques sur la voie de la raison. La « General Assembly », programmée du 3 au 5 novembre à Berlin, se propose de combler ce vide avec l’ébauche d’un parlement mondial.

Avec « General Assembly » Milo Rau et l’International Institute of Political Murder achèvent leur travail de recherche sur les conditions politiques et artistiques d’un réalisme mondial. Du 3 au 5 novembre 2017, 60 députés de la General Assembly venus du monde entier se rassembleront dans la capitale allemande pour lancer un défi au parlement allemand nouvellement élu : celui de représenter tous les acteurs et actrices politiques de toutes sortes qui sont concernés par la politique allemande sans avoir le droit de peser dans les décisions. Le premier parlement de l’Histoire de l’humanité accompagné d’un groupe d’observateurs politiques internationaux culminera avec l’adoption d’une « Charte pour le 21ème siècle ».

Depuis le mouvement ouvrier et celui des femmes en passant par Occupy Wallstreet et jusqu’au populisme actuel, la revendication d’une représentation adéquate s’avère être fondamentale pour la quasi totalité des mouvements politiques. Ceci indique leur statut aussi central que précaire dans toute démocratie : qui est représenté dans l’espace politique et qui ne l’est pas. Lorsqu’en 1789, l’assemblée du tiers état se déclara “Assemblée nationale constituante”, ce fut une révolution. Aujourd’hui à l’heure de la mondialisation, à quoi ressemblerait cette assemblée générale et qui serait le tiers état ? Alors qu’en Europe et aux États-Unis on débat des perdants et des retardataires de la modernisation, que, dans nos propres pays, les questions de prolétariat et de dérive droitiste sont centrales, la General Assembly prend acte de la réalité politique et économique mondiale et franchit une étape supplémentaire en donnant une voix aux sous-représentés, à ceux que l’on entend pas, au tiers état mondial : travailleurs immigrés, enfants et troisième génération, victimes de guerre, travailleurs du textile et des minerais, petits agriculteurs, réfugiés économiques et écologiques, victimes de l’écocide qui se prépare, mers, atmosphère, animaux utiles et arbres.

Mercredi 1 novembre 2017

« Qu’est-ce que le réalisme global ? »

20h, Schaubühne am Lehniner Platz

Quelles sont les missions et les limites d'un Parlement mondial à l'heure du capitalisme global, du changement climatique et de l'immigration de masse ? Le metteur en scène Milo Rau et le sociologue Harald Welzer débattent de la justice sociale et politique au 21^{ème} siècle. Débat animé par Doris Akrap.

Vendredi 3 novembre 2017

Assemblée Générale : Session constituante

19h à 21h

L'Assemblée générale s'ouvrira par un acte solennel : avec des déclarations et des discours sur l'aspect historique et la nécessité politique d'un parlement mondial. Pendant l'assemblée constituante, l'ensemble des députés élira la présidence qui sera composée d'un ou d'une présidente et de deux vice-président(e)s. Ceux-ci ouvriront, dirigeront et clôtureront les séances. Après avoir prêté serment, la présidence annoncera l'ordre des prochains jours. Pour sa première allocution publique, la présidence en appellera aux membres du parlement fédéral allemand et les invitera à se joindre à la nouvelle assemblée constituée du tiers état mondial.

Samedi 4 novembre 2017

1/ Session plénière: Relations diplomatiques, sanctions et Guerres

10h à 13h

Depuis la création des Nations Unies et la ratification de la charte pour le maintien de la paix dans le monde, l'observation du droit public international et la protection des droits de l'homme sont contestées : est-il nécessaire d'intervenir militairement et à quel moment ? doit-on maintenir des relations diplomatiques avec des gouvernements autoritaires ou des régimes de terreur ? les livraisons d'armes dans les zones de guerre doivent-elle être autorisées ? à partir de quand se doit-on de porter une accusation contre d'autres pays ? Dans la „General Assembly“, ce sont les premiers concernés qui débattent et décident de ces questions : les victimes de guerre, les partisans de gouvernements à la diplomatie critiquée et leurs opposants, les victimes et les accusés de crimes contre l'humanité.

2/ Session plénière : Régulation de l'économie mondiale

13h30 à 16h30

Après 50 ans d'hégémonie néo-libérale et favorisée par d'innombrables accords de libre-échange, la circulation mondiale de marchandises, de services et de capitaux a produit un réseau dense et efficace à l'intérieur et au-delà des frontières des Etats-nations. Mais elle est aussi à l'origine de relations d'échanges insuffisamment régulées et d'une série de développements généraux problématiques : l'atteinte aux droits de l'homme par des entreprises multinationales sont rarement poursuivies, la consommation bon marché est rendue possible par l'exploitation et le *landgrabbing*, les tentatives de régulation du marché mondial vont de pair avec protectionnisme et corruption. Dans la „General Assembly“ les questions politiques relatives à ces problèmes seront débattues et tranchées par des paysan(anne)s des montagnes expulsés par des mesures de régulations occidentales, des entrepreneurs et entrepreneuses locaux et par des représentants de gouvernements défavorisés, des travailleurs (euses) textiles, des victimes de torture et de violence et d'autres encore.

3/ Session plénière : Migration et régime des frontières

17h à 20h

Alors que, pour les entreprises européennes, les frontières sont de plus en plus ouvertes, qu' au niveau commercial international, les barrières pour les marchandises ou les dettes étatiques sont démantelées et que la libre circulation des personnes est censée permettre une parfaite distribution des forces de travail, les préoccupations sécuritaires contribuent à fortifier de nouvelles frontières. Quelles institutions sont responsables de la sécurité des personnes mobiles quand leur protection n'est plus assurée par l'Etat-nation ? Comment le

principe de droit pour tous les êtres humains et le concept de „citoyen du monde“ qui en découle peuvent-ils être concrètement esquisser et enraciner ? Dans la „General Assembly“, ces questions sont débattues et résolues par des travailleurs immigrés, ce qu'on appelle des réfugiés économiques, des migrants privés de leurs droits et les protecteurs dépassés des frontières qu'ils traversent.

Dimanche 5 novembre

4/ Session plénière : Cultural Global Commons

10h00 à 13h

Les révolutions technologiques de ces vingt dernières années ont permis à de nombreux individus dans le monde entier d'accéder à des informations et à des biens culturels jusqu'ici réservés ou régionaux. Ces développements accentuent une série de conflits culturels transnationaux qui tournent autour de la contradiction qu'il y a à revendiquer des biens culturels universels, des valeurs culturelles, des traditions et des pratiques régionales ou universelles. Ainsi on impute souvent aux représentant(e)s des valeurs universelles des intérêts hégémoniques, quand ceux des traditions locales sont soupçonnés d'extrémisme. Dans la „General Assembly“ les jugements sur les principes culturels, les libertés et les politiques de devoir de mémoire sont portées par des destructeurs (trices) et curateur(trices) de biens culturels, des artistes, des représentants de religions provoquées, des descendants de colonisateurs et leurs archives ainsi que par les morts oubliés.

5/ Session plénière : Natural Global Commons

13h30 à 16h45

Depuis des décennies, les expert(e)s se sont mis d'accord sur le fait que les développements démographiques et la consommation de masse étaient à l'origine de dynamiques écologiques incontrôlables aux conséquences destructrices pour de nombreux peuples et autres formes de vie. Cependant, les mesures nécessaires pour contrer cet effet entent en contradiction avec les intérêts des industries-nations et des pays émergents ainsi qu'avec les revendications légitimes à un développement économique du tiers monde. Dans la „General Assembly“, les conflits mondiaux autour des ressources naturelles, des droits à la vie et à l'intégrité physique seront réglés par les représentants des hommes, des animaux et des plantes dont les espaces vitaux actuels et futurs sont en voie de destruction.

Session de clôture

17h à 19h

Pour clore la session, les observateurs (trices) politiques résumant les revendications politiques fondamentales et les lignes directrices déterminées suite aux débats des députés lors des cinq sessions plénières. Ils proposent également une esquisse de la « Charte pour le 21ème siècle ».

Mardi 07.11.2017

« Assaut sur le Reichstag »

Début : 17h30 Université Humboldt, bâtiment principal, Unter den Linden 6.

Cent ans exactement après le légendaire « Assaut sur le palais d'hiver », il s'agit de provoquer symboliquement le parlement allemand fraîchement élu : quelles sont les revendications du tiers état mondial ? Qui manque-t-il dans l'enceinte du Reichstag où depuis 1999 le parlement allemand décide de la politique internationale ? Un Reenactement de l'assaut historique suivra la marche de protestation devant le Reichstag.

Biographien

Observateurs politiques :

Tariq Ali, auteur, journaliste et réalisateur. Il décrit l'Union Européenne comme une institution non démocratique et a été favorable au Brexit. Tariq Ali défend la thèse selon laquelle nous sommes face à un combat des fondamentalismes : le religieux d'un côté et l'impérialiste de l'autre.

Armen Avanessian, philosophe, théoricien de la littérature et théoricien politique. Il est le représentant le plus célèbre de l'accélérationnisme en Allemagne. Armen Avanessian compte parmi les maîtres à penser du post-capitalisme.

Ulrike Guérot, politologue et essayiste. Elle est conseillère politique au niveau européen, fondatrice et directrice de l'European Democracy Lab (EDL), un atelier de pensée pour le développement de la démocratie européenne. Ulrike Guérot plaide pour une république européenne et la dissolution des Etats-nations.

Wolfgang Kaleck, avocat. Il est le co-fondateur du European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR). L'ECCHR s'engage internationalement dans la poursuite juridique des atteintes aux droits de l'homme par les états ou les trusts.

Chantal Mouffe, auteure et philosophe politique. À ce jour, elle est professeure de théorie politique à l'université de Westminster. Chantal Mouffe est l'une des critiques les plus radicales du néolibéralisme.

Jean Ziegler, sociologue, homme politique et auteur. Il est l'un des critiques les plus connus internationalement de la mondialisation. Selon lui, la politique des démocraties occidentales est dictée par les grands trusts. Jean Ziegler est un opposant déclaré du G20 et appelle en réponse au renforcement de l'UE.

Secrétaire de séance :

Robert Misik, journaliste et écrivain politique. Il écrit régulièrement dans différents journaux comme le *Standard*, *Falter* et la *taz*. Il est connu pour ses positions néo-marxistes critiques du capitalisme et de la mondialisation.

Délégués :

Huda Abuzeid, réalisatrice et productrice. Son père, assassiné en 1995, était un des opposants les plus connus au Régime de Kadhafi. Elle décrit les interventions en Lybie en 2011 comme néocoloniales et économiquement motivées. Elle reproche au gouvernement fédéral allemand de soutenir le gouvernement libyen afin de contrôler l'immigration venue d'Afrique.

Aral Balkan, activiste cyborg. Selon lui, la notion de personne doit être élargie pour prendre en compte les informations que nous laissons dans l'espace numérique par notre utilisation quotidienne des technologies. Elle doit être protégée face aux entreprises.

Lucio Bellentani, ancien collaborateur à l'usine Volkswagen du Brésil. Il a organisé des réunions syndicales et était secrètement membre du parti communiste. En 1972, Lucio Bellentani est arrêté dans son usine par le régime militaire et torturé en prison. Il demande que la lumière soit faite sur les liens entre VW et la dictature militaire.

Anwar al-Bunni, avocat et activiste des droits de l'homme. En tant que partisan de la réforme démocratique en Syrie, il fait partie des opposants les plus importants. Aujourd'hui, il s'engage pour la poursuite judiciaire des crimes du régime d'Assad.

Hamze Bytyci, militant des droits du citoyen, comédien, enseignant de théâtre. Il est le fondateur de RomaTrial, une organisation autonome pour les roms et les non-roms qui dénonce l'anti-tsiganisme au niveau transculturel et transnational.

Mehmet Daimagüler, auteur et avocat. Enfant de travailleurs immigrés turcs, il fut le premier élu d'origine turque à occuper un poste clé dans un parti allemand. Mehmet Daimagüler est aujourd'hui le plus connu des avocats des victimes dans le procès du Nationalsozialistischer Untergrund (NSU).

Can Dündar, journaliste et ancien rédacteur en chef du journal Cumhuriyet. Le gouvernement turc a condamné Can Dündar à une peine d'emprisonnement pour présomption de trahison des secrets d'Etat. Depuis les poursuites engagées par la justice turque, il vit en Allemagne.

Dieter Gerten, géographe. Il travaille au renommé institut international de Potsdam pour la recherche sur le climat ainsi que comme professeur du système climatique et des réserves d'eau à l'heure de la mutation globale à l'université Humboldt de Berlin.

Christos Giovanopoulos, activiste. Lors des mouvements de protestation contre la politique d'austérité sur la place Syntagma à Athènes, il joua un rôle décisif. Il demande à ce que la Grèce refuse de payer toutes les dettes et sorte de l'Euro afin de regagner sa souveraineté sur sa politique économique et financière.

Théophile de Giraud, auteur, philosophe et activiste. Il est l'un des représentants les plus connus de l'antinatalisme et du mouvement *childfree*. Pour le bien de la planète, menacée par la surpopulation, et de l'enfant, né dans un monde préjudiciable, il plaide contre la reproduction de l'humanité.

Colin Goldner, psychologue et journaliste scientifique. Il dirige le nouveau lancement de *Great Ape Projects*. Ce projet, internationalement connu, revendique les droits fondamentaux pour les grands singes.

Benedikt Härlin, philosophe, sociologue et journaliste. Il est responsable de l'association pour l'avenir de l'agriculture et dirige l'initiative mondiale *Save our Seeds* qui s'engage contre les techniques de modifications génétiques dans les semences.

Kathrin Hartmann, journaliste et auteur. Elle s'intéresse au capitalisme vert – aux atteintes aux droits de l'homme et aux destructions de l'environnement qui se cachent derrière le label écologique. Pour elle, les ressources naturelles comme les semences ne doivent pas être laissées entre les mains des entreprises mais être placées sous le contrôle des démocraties.

Winfried Hempel, avocat. Né en 1977 dans la Colonia Dignidad au Chili. Dans cette secte allemande, les habitants furent maltraités et torturés. Winfried Hempel représente les habitants de l'ancienne colonie dans la plainte collective déposée contre les états chilien et allemand pour manquement à leurs devoirs.

Feri Irawan, activiste des droits de l'homme et des droits environnementaux. Il se bat pour la conservation des forêts équatoriales et des hommes du Sumatra dont les droits sont bafoués par les trusts de bois et d'huile de palme et dont les terres sont systématiquement menacées de défrichements par le feu.

Meera Jamal, journaliste. Elle a écrit pour le journal en langue anglaise le plus lu du Pakistan *The Dawn*. Après avoir reçu des menaces de mort d'extrémistes religieux suite à sa critique publique des écoles coraniques, Meera Jamal s'est réfugiée en Allemagne.

Renee Karunungan, journaliste, activiste des droits de l'homme et de l'environnement. Elle est journaliste pour l'organisation à action internationale *Climate Tracker* et a, entre autres, rendu compte, en 2015, de la conférence de l'ONU sur le climat pendant laquelle les accords de Paris sur le climat ont été signés.

Israel Kaunatjike, activiste herero. Il exige la reconnaissance du génocide des Hereros et des Namas par les colonisateurs allemands ainsi que des négociations, auxquelles les premiers concernés prendront part, pour le versement de réparations.

Saeeda Khatoon, travailleuse textile et activiste. En 2012, elle a perdu son fils unique dans l'incendie d'une usine des entreprises Ali au Pakistan. Le client principal de l'usine était le revendeur discount allemand KiK. Saeeda Khatoon a déposé une plainte contre l'entreprise allemande.

Nasir Mansoor, secrétaire général adjoint de l'union des syndicats pakistanais (NTUF). Il s'engage particulièrement pour les droits des travailleurs(euses) textiles pakistanais(es).

Mnyaka Sururu Mboro, ingénieur, enseignant et activiste. Il se bat pour le rapatriement des cranes des habitant(e)s et résistant(e)s des anciennes colonies allemandes.

Pablo Fajardo Mendoza, avocat. Il représente la population indigène de l'Ecuador contre le groupe pétrolier américain Chevron Coperation, anciennement Texaco. Le groupe a causé de terribles dommages environnementaux par la production de pétrole. Des substances cancérigènes toxiques ont contaminées l'eau et les sols.

Juan Carlos Monedero, politologue et membre fondateur du parti de gauche espagnol Podemos. Il compte parmi les soutiens de la révolution bolivienne et a été conseiller pour le gouvernement vénézuélien sous Chavez.

Gonzalo Piñán, psychologue et musicien. Comme beaucoup de jeunes espagnols diplômés, il a rejoint l'Allemagne à la recherche d'un travail après la crise économique. Pour lui, les mesures d'austérité imposées marquent l'orientation de l'UE vers les intérêts allemands plutôt que vers la communauté démocratique.

Joana Adesuwa Reiterer, auteure, réalisatrice et activiste. Avec son association EXIT, elle s'engage contre la traite humaine et l'exploitation sexuelle des femmes en Afrique. Elle critique les interminables procédures de demande d'asile qui précipitent les femmes dans les bras des passeurs et des souteneurs.

Friederike Schmitz, auteure et philosophe. Son travail met l'accent sur l'éthique et la politique de la relation homme-animal. Elle est active dans différents groupes pour la libération des animaux.

Simon Selle, membre du parlement des enfants et de la jeunesse de Berlin. Il plaide pour le renforcement de la protection de l'environnement, une régulation plus stricte du marché financier, une baisse de l'âge du droit de vote pour que la nouvelle génération puisse prendre massivement part à la construction de l'avenir.

Tugrul Selmanoglu, activiste internet, partisan du parti gouvernemental turc AKP. Il est engagé dans l'Union des démocrates turco-européens. Au printemps 2017, Tugrul Selmanoglu s'engage activement pour le « Oui » au référendum sur la révision de la constitution turque.

Hilal Sezgin, auteure, philosophe et militante des droits des animaux. Ses thèmes principaux sont le féminisme, l'islam et l'éthique animale. Depuis 2017, elle gère une „ferme de la vie“ dans laquelle les animaux ne sont pas exploités. Elle s'engage pour le droit à la vie des animaux.

Ala'a Shehabi, économiste, écrivain et activiste. En 2012, elle révèle que le gouvernement du Bahrein utilise un logiciel de surveillance dans l'entreprise germano-britannique Gamma International dans le but d'espionner et de poursuivre les opposants au régime. Son mari est prisonnier politique au Bahrein.

Abou Bakar Sidibé, réalisateur et activiste des droits de l'homme. Dans sa fuite du Mali vers l'Allemagne, il a passé 15 mois dans la zone frontalière de Mellila. Avec une caméra, il a documenté le destin des hommes à la frontière, ce qui aboutira au film « Les sauteurs – Those who jump » plusieurs fois récompensé,

Ali Ertan Toprak, homme politique et président de la communauté kurde d'Allemagne. Il critique l'UE qui se laisse dicter ses lois par les régimes dictatoriaux. et qui, alors que depuis plusieurs années les kurdes se battent avec des armes allemandes contre l'état islamique, devrait soutenir l'idée d'un Kurdistan indépendant.

Jürgen Zimmerer, historien. Professeur d'histoire africaine à l'université de Hambourg, ses recherches se concentrent sur la signification et les conséquences du colonialisme allemand et de la mondialisation dans le passé et le présent.

Credits

Concept et mise en scène: Milo Rau, **Recherche et dramaturgie:** Eva-Maria Bertschy, **Scénographie et costumes:** Anton Lukas, **Assistance dramaturgie:** Stefan Bläske, Carmen A.J. Hornbostel, **Assistance recherche:** Kasia Wojcik, **Infographique:** Ole Häntschel, **Production:** Mascha Euchner-Martinez, Eva-Karen Tittmann, **Mitarbeit Produktionsleitung:** Thomas Fabian Eder, **Technique:** Jens Baudisch, **Camera:** Tilo Schneider, NN, **Live-Streaming:** Can Elbasi, **Public Relations:** Yven Augustin, **Social Media:** Luise Müller-Hofstede und Karolin Langfeldt (fromberlinto), **Film „Assault sur le Reichstag“:** Patricia Corniciuc, **Organisation et mobilisation manifestation:** Daniel Knopp und Julia Ulbricht, **Traduction simultanée:** Civit' Dolmetschen + Übersetzen, **Assistance de mise en scène:** Bastian Kirfel, **Stagiaire Dramaturgie:** Nicolai Morawitz

Die „General Assembly“ est une production de IIPM – International Institute of Political Murder en coproduction avec Schaubühne am Lehniner Platz, financé par Kulturstiftung des Bundes, Spartenoffene Förderung Berlin durch die Senatsverwaltung für Kultur und Europa et Bundeszentrale für politische Bildung et avec le support de European Center for Constitutional and Human Rights – ECCHR, medico international, Rettet den Regenwald et Rosa-Luxemburg-Stiftung.

„L'assault sur le Reichstag“ est en outre supporté par Slavisches Seminar der Universität Zürich, HMKV Dortmund et le Fonds national Suisse.

En coopération avec: Bahrain Watch, Berlin Postkolonial, Bundesverband Lebensrecht, Bundesweiter Koordinationskreis gegen Menschenhandel, Diem25, European Alternatives, FUTURZWEI, Germanwatch, Gesellschaft für bedrohte Völker, Heinrich-Böll-Stiftung, Initiative Schwarze Frauen in Deutschland – ADEFRA, Initiative Schwarze Menschen in Deutschland – ISD, int.ie, Democracy Without Borders, Kinder- und Jugendparlament Tempelhof-Schöneberg, Kurdische Gemeinde Deutschland, Ludwig von Mises Institut Deutschland, Oficina Precaria Berlin / 15 M, PowerShift, Reporter ohne Grenzen, RomaTrial, Serbisch-Orthodoxe Kirche Berlin, Tierfabriken Widerstand, Urgewald, Voix des Migrants, Welthungerhilfe u. v. a.

